

La Veille du Carif-Oref Occitanie

n°487 – 2 mars 2022

Contact : veille@cariforefoccitanie.fr

Espace Veille Emploi Formation :

<https://veille-emploi-formation.cariforefoccitanie.fr/>

<u>ACTUALITÉ EMPLOI FORMATION OCCITANIE</u>	2
<u>APPELS À PROJETS</u>	3
<u>APPRENTISSAGE - ALTERNANCE</u>	4
<u>EMPLOI</u>	5
<u>ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL</u>	7
<u>FORMATION CONTINUE</u>	8
<u>SECTEURS D'ACTIVITÉ - MÉTIERS</u>	9

ACTUALITÉ EMPLOI FORMATION OCCITANIE

Le Français Langue Etrangère (FLE) en Occitanie

Carif-Oref Occitanie, HELIAS Bénédicte, CRIA Occitanie, Février 2022

La maîtrise de la langue française est une des clefs de voûte de la réussite de l'installation des primo-arrivants en France. Les acteurs intervenant auprès de ces publics en Occitanie sont accompagnés par les Centres Ressources Illettrisme et Analphabétisme (CRIA) qui mettent en place à leur intention des actions adaptées aux réalités de leurs territoires. Ce dossier thématique des CRIA montre que le panorama des actions menées est particulièrement riche et varié.

<https://www.profiloccitanie.fr/dossiers/le-francais-langue-etrangere-fle-en-occitanie/>

Les impacts de la crise sanitaire sur le marché du travail

Pôle emploi Occitanie, Février 2022, 6 p.

Cette publication met en évidence les impacts de la crise sanitaire sur le marché du travail. Elle vise à identifier les différences d'évolutions selon les secteurs d'activités, les métiers recherchés ou encore les publics. Au niveau local, les effets de cette crise sanitaire se ressentent de façon hétérogène selon les bassins et ce plus ou moins durablement.

<https://www.observatoire-emploi-occitanie.fr/rechercher-des-documents/par-thematique/contexte-economique/conjoncture/tous/1/CC3/dernieres-publications/>

Les métiers en tension en Occitanie et dans ses départements

Pôle emploi Occitanie, Février 2022, 7 p.

Cette étude définit les tensions en Occitanie au travers d'un indicateur composite utilisant les offres d'emploi annulées faute de candidats, les difficultés de recrutement, le ratio offre/demande et les reprises d'emploi. Elle dresse un portrait des tensions régionales mais également au niveau des bassins d'emploi.

<https://www.observatoire-emploi-occitanie.fr/rechercher-des-documents/par-thematique/marche-du-travail/metiers-en-tension/tous/1/ME2/dernieres-publications>

Baromètre trimestriel régional de conjoncture en Occitanie - 4^e trimestre 2021

CCI Occitanie, Février 2022, 30 p.

L'activité progresse sur l'année 2021 après la forte contraction enregistrée l'année précédente.

Dans le prolongement d'une santé financière des entreprises qui demeure positive, les dirigeants apparaissent plus confiants que l'an dernier quant à l'avenir de leur entreprise ou de leur secteur d'activité. 51 % se déclarent optimistes quant à l'avenir de leur entreprise (contre 18 % de pessimistes) et 41 % portent un regard favorable quant à l'avenir de leur secteur d'activité (contre un quart qui ont une vision défavorable).

Les prévisions de rentabilité pour 2022 sont empreintes d'une grande prudence : 21 % des chefs d'entreprise évoquent une amélioration et 22 % une baisse.

<https://geo.obseco.fr/portail/index.php/conjoncture/barometre-regional-cci>

Tableau de bord de suivi de la reprise d'activité en Occitanie

DREETS Occitanie, Insee Occitanie, Février 2022, 4 p.

Ce tableau de bord présente différents indicateurs économiques et sociaux permettant de mesurer l'impact de la crise sanitaire et de déceler les signes de reprise de l'activité en Occitanie et dans ses départements. Ces indicateurs sont classés en quatre grandes thématiques : production-activité, consommation-épargne, emploi-chômage et impacts sociaux.

Il est disponible au niveau régional et à l'échelle des 13 départements.

<https://occitanie.dreets.gouv.fr/Tableau-de-bord-de-suivi-de-la-reprise-d-activite-en-Occitanie>

Crise sanitaire : enseignements issus du dispositif Objectif Reprise en Occitanie

Aract Occitanie, Février 2022

Pour aider les entreprises de moins de 250 salariés à faire face aux difficultés engendrées par la crise sanitaire, le ministère du travail avait mis en place dès mai 2019 un dispositif d'accompagnement baptisé Objectif Reprise. Bilan du dispositif d'appui déployé en Occitanie.

<https://occitanie.aract.fr/crise-sanitaire-enseignements-issus-du-dispositif-objectif-reprise-en-occitanie>

Formations initiales en environnement en Occitanie : 10 360 jeunes inscrits en dernière année à la rentrée 2018-2019

Dreal Occitanie, Février 2022

Etat des lieux des formations initiales en environnement à la rentrée scolaire 2018-2019 qui montre l'engouement des jeunes pour ces filières qui se développent depuis 10 ans. En Occitanie, trois nouveaux parcours en Master et un bac pro agricole ont été créés en 2018, drainant 700 inscrits supplémentaires en dernière année par rapport à l'année scolaire précédente.

https://dreal.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/autres/Publi_ formationsEnvi.html

APPELS À PROJETS

Formation obligatoire des assistants maternels agréés par le département du Gard

Date et heure limite de réception des plis le 9 mars - 16h00

<https://www.boamp.fr/avis/detail/22-26019?xtor=EPR-2>

Mission d'accompagnement dans la mise en oeuvre d'une démarche de Gestion Prévisionnelle des Emplois et Compétences (GPEC) pour Port Sud de France

Date limite de réponse le 04 mars 2022

<https://www.marchesonline.com/appels-offres/avis/mission-d-accompagnement-dans-la-mise-en-oeuvre-d-une-d/ao-8665794-1>

Actions de formations de branche pour les salariés de droit privé des établissements d'enseignement privés – AKTO

Date limite de réponse le 14 mars 2022 à 12h00

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2022_pFo2XvqIRY

Utiliser les ressources des learning labs – CCCA-BTP

Date d'échéance le 16 mars 2022 à 20h00

<https://www.appels-a-projets-cccabtp.fr/appels-a-candidatures/utiliser-les-ressources-des-learning-labs>

Actions de formation 1er semestre 2022 - Aide à Domicile - Uniformation Occitanie

Date limite de retour des réponses le 18 mars 2022

<https://www.uniformation.fr/prestataire/appels-doffre/appele-doffre-actions-de-formation-1er-semestre-2022-aide-domicile-occitanie>

Impacts de la transition écologique sur les métiers et compétences de la cohésion sociale – Uniformation

Dans le cadre de la nouvelle mission de l'OPCO d'accompagnement des transformations liées à la transition écologique, Uniformation souhaite réaliser une étude sur les impacts de la transition écologique sur les métiers et compétences de la cohésion sociale. Celle-ci a pour objectif de mettre en avant l'impact et la prise en compte de cet enjeu sur une vingtaine de métiers transversaux au champ

de la cohésion sociale, de mesurer et de disposer d'un état des lieux sur l'évolution, l'apparition ou la disparition, des compétences en lien avec la transition écologique par métier.

Date limite de retour des réponses le 21 mars 2022

<https://www.uniformation.fr/prestataire/appels-doffre/appe-doffre-impacts-de-la-transition-ecologique-sur-les-metiers-et-competences-de-la-cohesion>

Appel à projets 2022 pour l'investissement dans les organismes de formation continue ayant une activité significative dans la formation des salariés relevant de la Branche des Services de l'Automobile - Opco Mobilités

Date et heure limite de réponse des candidats le 31 mars 2022 avant minuit

<https://www.opcomobilites.fr/qui-sommes-nous/marches-et-appels-doffres>

La qualité pédagogique – CCCA-BTP

Date d'échéance le 21 avril 2022 à 20h00

<https://www.appels-a-projets-cccabtp.fr/appels-a-projets/la-qualite-pedagogique>

APPRENTISSAGE - ALTERNANCE

Contrats d'apprentissage du secteur public : nouvelle plateforme en ligne pour saisir, transmettre et gérer vos contrats

Mission interministérielle pour l'apprentissage, Février 2022

Depuis le 15 février 2022, les employeurs publics et CFA peuvent remplir et télétransmettre aux services administratifs leurs contrats d'apprentissage (CERFA 10103-09), assortis de leur convention de formation grâce à la plateforme digitale dédiée à l'apprentissage public : contrat.apprentissage.beta.gouv.fr.

Il n'est plus nécessaire d'envoyer un exemplaire par mail ou par courrier avec cette plateforme. Le contrat et la convention de formation seront directement mis à disposition de l'organisme en charge du dossier.

<https://contrat.apprentissage.beta.gouv.fr/>

100 000 nouveaux contrats en alternance en 2021, année record pour les entreprises du commerce

OPCO Commerce, Février 2022

L'Opcommerce a financé 100 575 nouveaux contrats en alternance en 2021, soit une augmentation de 49 % par rapport à 2020 et de 130 % par rapport à 2019, date d'entrée en vigueur de la réforme de l'apprentissage, initiée par la loi Avenir professionnelle du 5/09/2018.

En 2021, 8 nouveaux contrats en alternance sur 10 sont des contrats d'apprentissage (ils étaient 7 sur 10 en 2020), ce qui représente 81 852 contrats d'apprentissage, contre 46 929 en 2020, soit une augmentation de 74 % par rapport à l'année dernière. Les 20 branches professionnelles du commerce réunies au sein de l'Opcommerce représentent ainsi, à elles seules, 11,4 % des nouveaux contrats d'apprentissage signés en France en 2021.

Au total, 2 131 organismes de formation ont été mobilisés en 2021 pour mettre en œuvre les formations en alternance dans les entreprises du commerce, dont 1 685 Centres de formation d'apprentis (CFA).

<https://www.loppcommerce.com/l-opcommerce/actualites/100-000-nouveaux-contrats-en-alternance-en-2021>

L'alternance, voie privilégiée pour accéder aux métiers de l'automobile

Observatoire de l'Anfa, Autofocus, Février 2022, 13 p.

L'alternance poursuit sa progression avec une hausse de 9,3 % pour la septième année consécutive, et

reste la voie d'accès privilégiée pour accéder aux métiers de la branche.

54,5 % des jeunes en formation dans nos secteurs sont désormais en alternance, soit 2 points de plus que l'année précédente.

Avec près de 2 800 femmes en formation (soit 4,1 % des effectifs) en 2021/2022, elles rejoignent de plus en plus les secteurs de la branche avec une appétence pour les filières de la vente (16 % des effectifs) et de l'enseignement de la conduite (38 %). Seul 2 à 6 % d'entre elles s'orientent vers les filières de formations techniques.

64 % des apprentis formés dans les domaines spécifiques de la branche sont en emploi 6 mois après la fin de leur formation.

<https://www.anfa-auto.fr/actualites/effectifs-en-formation-les-certifications-de-branche-connaissent-un-essor-inedit>

EMPLOI

Le Contrat d'Engagement Jeune, tous mobilisés - Replay du webinaire du 8 février - Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion

Le Contrat d'Engagement Jeune s'inscrit dans la continuité du plan "1 jeune, 1 solution" mis en place en juillet 2020, une mobilisation en faveur de l'emploi des jeunes qui a permis à près de 4 millions d'entre eux de trouver une solution : un emploi, une formation ou un parcours d'insertion.

À partir du 1er mars 2022, un parcours entièrement personnalisé qui peut durer de 6 à 12 mois en fonction du jeune, pour l'aider à définir son projet professionnel et à trouver un emploi.

<https://www.dailymotion.com/video/k6gtYDQVGbTrMAxCELa>

<https://www.herault.gouv.fr/Actualites/INFOS/Le-Contrat-d-Engagement-Jeune-tous-mobilises>

Circulaire du 21 février 2022 relative à la mise en œuvre du contrat d'engagement jeune

Cette circulaire présente l'éligibilité au contrat d'engagement jeune - L'accompagnement intensif - personnalisé du jeune en parcours CEJ - La contractualisation du CEJ - L'allocation CEJ - Sanctions - Le pilotage et la gouvernance du CEJ

En annexes : L'application du Contrat d'engagement jeune et les services numériques associés - Articulation avec d'autres dispositifs (PACEA et Garantie jeunes [GJ]) - Allocation ponctuelle prévue à l'article L. 5131-5 du code du travail - Pièces nécessaires à l'entrée en CEJ - Spécimen du tableau de bord de pilotage.

Consulter la circulaire sur Légifrance

Contrat d'engagement jeune et portant diverses mesures d'application de l'article 208 de la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 - Décret n° 2022-199 du 18 février 2022

Consulter le décret sur Légifrance

Le plan #1jeune 1solution en faveur de l'emploi des jeunes

Cour des Comptes, Février 2022

La Cour des Comptes, dans son rapport public annuel 2022 consacre un chapitre à la formation et à l'emploi en faveur des jeunes : face à la crise sanitaire, des mesures d'accompagnement ont été renforcées par le Gouvernement pour favoriser la formation et l'emploi des jeunes et des aides exceptionnelles à l'embauche ont été mises en place. La Cour des comptes affirme qu'une intervention de l'État était nécessaire face aux conséquences potentielles de la crise sanitaire mais « que celle-ci a été parfois mal proportionnée » au sein des territoires et que « son succès est à relativiser ».

<https://www.ccomptes.fr/fr/documents/58762>

Lutte contre la pauvreté par l'accès à l'emploi : 34 territoires sélectionnés pour déployer le

service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE)

Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, Février 2022

À la suite du premier appel à manifestation d'intérêt ayant retenu 31 territoires, un deuxième appel a été lancé le 15 juillet 2021 afin de sélectionner les 34 territoires de déploiement en 2022.

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/communiqués-de-presse/article/lutte-contre-la-pauvrete-par-l-acces-a-l-emploi-34-territoires-selectionnes>

Consulter le dossier de presse :

<https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/presse/dossiers-de-presse/article/dossier-de-presse-le-service-public-de-l-insertion-et-de-l-emploi>

Fonds d'inclusion dans l'emploi (FIE) en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, contrats initiative emploi, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification) - Circulaire du 7 février 2022

Pour 2022, les préfets de région devront structurer leurs actions autour de 3 enjeux :

- consolider la stratégie de croissance du secteur de l'IAE : 30 000 emplois conventionnés sont attendus en 2022. Pour 2022, le fonds de développement de l'inclusion (FDI) sera reconduit à hauteur de 25 M d'euros.

- réaliser la transformation du modèle des entreprises adaptées (EA) : le budget de 461 millions d'euros permettra le financement de 45 000 emplois entre 2020 et 2022 ; il est attendu aussi 150 ETP dans des EA pour détenus.

- veiller au pilotage physico-financier des contrats aidés (PEC)

Consulter la circulaire sur Légifrance

Montant de l'aide financière susceptible d'être attribué aux entreprises adaptées de travail temporaire et aux entreprises adaptées autorisées à mettre en œuvre l'expérimentation des contrats à durée déterminée tremplin - Arrêté du 25 janvier 2022

Consulter l'arrêté sur Légifrance

L'emploi des seniors en France

DG Trésor, Trésor-éco, Février 2022, 12 p.

En France, le taux d'emploi des seniors (55 ans et plus), bien qu'en augmentation constante, reste faible en comparaison avec les autres pays européens, en particulier chez les plus de 60 ans. Cet écart peut notamment s'expliquer par l'âge normal d'ouverture des droits qui est plus faible en France. Par ailleurs, si les seniors sont moins souvent au chômage, les chômeurs de longue durée sont plus fréquents dans cette catégorie d'âge.

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2022/02/17/l-emploi-des-seniors-en-france>

Les emplois vacants au 4^e trimestre 2021

DARES, Février 2022

Au total, on compte 340 300 emplois vacants au 4^e trimestre 2021. Ce nombre augmente de 18 % par rapport au 3^e trimestre 2021. La hausse est particulièrement marquée dans le secteur de la construction (+40 %), le tertiaire marchand (+21 %) et l'industrie (+19 %) ; le nombre d'emplois vacants progresse légèrement dans le tertiaire non marchand (+2 %).

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-emplois-vacants>

Comment les employeurs recrutent-ils un jeune candidat ?

LHOMMEAU Bertrand, REMY Véronique, Dares Analyses, n°10, Février 2022, 8 p.

Les recruteurs embauchant un jeune candidat citent plus souvent le dynamisme, la présentation,

l'opérationnalité, la motivation, la disponibilité ou encore la formation comme principaux critères ayant motivé leur choix.

Les jeunes candidats sont plus souvent recrutés via les candidatures spontanées, les annonces et salons ainsi que les intermédiaires autres que le service public de l'emploi (écoles, universités, centres de formation, etc.). De manière générale, le processus de sélection des juniors semble un peu allégé par rapport à celui de leurs aînés.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/comment-les-employeurs-recrutent-ils-un-jeune-candidat>

Reconversion professionnelle. Deuxième vague de résultats de l'étude

France Compétences, Février 2022, 4 p.

France Compétences a interrogé 886 personnes ayant initié ou achevé une reconversion professionnelle ces 5 dernières années.

L'étude relève que parmi les personnes interrogées, 36 % ont bénéficié d'un accompagnement public dans le cadre de leur reconversion professionnelle. Les demandeurs d'emploi sont logiquement surreprésentés mais la part des salariés est également significative. Ce constat vient conforter l'intérêt pour tous d'un espace de délibération, neutre et confidentiel, à distance de l'entreprise.

<https://www.francecompetences.fr/fiche/france-competences-publie-la-deuxieme-vague-de-resultats-de-letude-dediee-a-la-reconversion-professionnelle>

Quels taux de retour à l'emploi pour les demandeurs d'emploi formés ?

CHABAUD Mathieu, Dares Analyses, n°11, Février 2022, 8 p.

60 % des demandeurs d'emploi entrés en formation entre 2017 et 2019 ont occupé un emploi salarié dans le secteur privé au cours des 18 mois suivants. Dans plus de trois quarts des cas, il s'agit d'un contrat d'au moins 6 mois, voire d'un CDI.

Le but de cette étude est d'estimer l'effet de la formation sur la probabilité qu'a un demandeur d'emploi de retrouver un emploi. À un instant donné, est-il avantageux pour une personne inscrite à Pôle emploi de s'engager dans une formation afin de retrouver un emploi ? Comment les écarts entre formés et non-formés varient-ils selon le type de formation suivie et selon les caractéristiques du demandeur d'emploi ?

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publication/quels-taux-de-retour-lemploi-pour-les-demandeurs-demploi-formes>

Arrêté du 10 février 2022 habilitant les territoires pour mener l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »

Consulter l'arrêté sur Légifrance

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (3DS)

Cette loi prévoit notamment de multiples mesures en matière de différenciation, de compétences à la carte, de décentralisation (logement social, routes, RSA...), de déconcentration et de simplification de l'action locale" et introduit notamment des dispositions relatives aux opérations de revitalisation de territoire (ORT), au tissu commercial de proximité ou encore à l'apprentissage transfrontalier.

Consulter la loi sur Légifrance

FORMATION CONTINUE

Trajectoires professionnelles et formations au temps du Covid-19 - Conférence du CEET le 29 mars 2022 de 13h30 à 17h

Cette conférence vise à éclairer les effets de la crise sanitaire sur les trajectoires professionnelles et les choix de formation, en prenant en compte les politiques mises en place en réaction à la crise, comme l'activité partielle. Elle s'appuie sur les résultats d'enquêtes quantitatives et qualitatives menées auprès de publics ciblés et le recueil de données administratives.

La première session se concentre sur l'impact de la crise sanitaire sur les trajectoires professionnelles et choix de formation : elle analyse les conséquences de la crise sur les expériences professionnelles, les transitions d'emplois, les projets de formation et réorientations éventuelles. La seconde session s'intéresse plus spécifiquement à l'activité partielle et à son articulation avec les licenciements économiques d'une part, la formation des salariés d'autre part.

Conférence en distanciel, inscription obligatoire et gratuite.

<https://ceet.cnam.fr/seminaires/seminaires-externes-ceet/trajectoires-professionnelles-et-formations-au-temps-du-covid-19-1316919.kjsp?RH=1511440864234>

On ne s'improvise pas organisme de formation digitale - Podcast Never stop learning Never stop learning , Janvier 2022,

La chaîne « Never stop learning » reçoit chaque mois une personnalité influente pour parler digital learning.

Dans ce podcast, Pierre Monclos partage son expertise sur la formation digitale qu'il a acquise au fil des années grâce à une veille approfondie sur les évolutions de la formation et à son statut d'expert de la formation digitale chez Unow.

Il présente les ingrédients nécessaires à la création d'un parcours de formation à distance efficace.

<https://podcast.ausha.co/never-stop-learning/episode-28-on-ne-s-improvise-pas-organisme-de-formation-digitale-pierre-monclos>

3^e édition du baromètre de la formation et de l'emploi

Institut CSA, Centre Inffo, Février 2022

Réalisé en janvier 2022 auprès de 1 600 actifs français ce baromètre a pour objectif de connaître leur opinion à l'égard de l'orientation et de la formation professionnelle en France. Cette année un focus a été porté sur l'accompagnement, le CPF et les perspectives de reconversion professionnelle.

A télécharger gratuitement après inscription :

<https://www.centre-inffo.fr/site-centre-inffo/actualites-centre-inffo/3e-barometre-formation-emploi-2022>

Décisions d'enregistrement aux répertoires nationaux - Février 2022

France Compétences, Février 2022, 9 p.

Suite aux avis conformes de la Commission de la certification professionnelle portant sur des demandes d'enregistrement, avis produits lors de la séance du 24 février 2022, le Directeur général de France compétences a procédé à des décisions d'enregistrement aux répertoires nationaux.

<https://www.francecompetences.fr/fiche/decisions-denregistrement-aux-repertoires-nationaux-fevrier-2022/>

Formations financées par le CPF des salariés en contrats courts ou au Smic, en 2019 et en 2020

LANGEVIN Gabin, Questions Politique sociales, Février 2022, 16 p.

Ces salariés, généralement plus vulnérables sur le marché du travail, constituent une population d'intérêt pour les dispositifs de formation professionnelle dont le maintien de l'employabilité figure parmi les principaux objectifs. Le taux de recours à la formation professionnelle via le Compte

personnel de formation de ces salariés apparaît cependant plus faible que celui des autres salariés en 2020 : 0,70 % des salariés principalement en CDD au cours de l'année ont suivi une formation, 0,75 % de ceux en intérim contre 2,60 % des salariés en CDI. Parallèlement, 1,51 % des salariés rémunérés au Smic contre 2,25 % des salariés rémunérés au-delà ont suivi une formation.

<https://politiques-sociales.caissedesdepots.fr/qps-les-etudes-ndeg36>

Les enjeux 2022 de l'adaptive learning

Rise Up, Février 2022

Adaptive learning et digital learning : deux approches de la formation que les entreprises s'approprient de plus en plus. Ces concepts connaissent un véritable engouement, en particulier depuis le boom du télétravail. Reste toutefois à ne pas confondre adaptive learning (appelé aussi adaptative learning ou apprentissage adaptatif) et digital learning. Rise Up fait le point sur leurs différences et sur leur complémentarité.

<https://blog.riseup.ai/adaptive-learning-digital-learning>

Le LearningLab Network, un réseau pour partager les innovations pédagogiques

L'ETUDIANT, Février 2022

Les learning labs, des espaces d'expérimentation et d'innovation pédagogiques, émergent dans l'enseignement supérieur dans le but de penser autrement la formation. Ces espaces d'innovation pédagogique se veulent ouverts et interactifs.

<https://www.letudiant.fr/educpros/enquetes/le-learninglab-network-un-reseau-pour-partager-les-innovations-pedagogiques.html>

AFEST et insertion : vers l'organisation apprenante ?

OCCRE Henri, C-Campus, Février 2022

Cet article montre des effets concrets de l'expérience et un modèle de formation multi-modal dessinant potentiellement les contours de ce qui ressemble à une organisation apprenante.

<https://www.blog-formation-entreprise.fr/lafest-solution-inserer-durablement-lemploi-2>

SECTEURS D'ACTIVITÉ - MÉTIERS

Loi n°2022-172 du 14 février 2022 en faveur de l'activité professionnelle indépendante

La loi s'inscrit dans le plan en faveur des indépendants [annoncé par le président de la République le 16 septembre 2021](#).

Cette loi crée plusieurs mesures en faveur des indépendants : nouveau statut unique protecteur pour les entrepreneurs individuels, bénéfice de l'allocation des travailleurs indépendants (ATI) lorsque leur activité n'est plus viable. Les indépendants (artisans, commerçants, professions libérales...) représentent 3 millions de travailleurs.

Il prévoit par ailleurs de faciliter l'accès à la formation des indépendants. Le fonds d'assurance formation des chefs d'entreprise artisanale (FAFCEA) et les conseils de la formation des chambres de métier et de l'artisanat (CMAR) seront fusionnés au 1er septembre 2022.

Le gouvernement est enfin habilité à prendre des ordonnances pour simplifier et clarifier les règles communes applicables aux professions libérales réglementées, et rénover le code de l'artisanat.

[Consulter la loi sur Légifrance](#)

Le panorama des industries agroalimentaires 2022. Chiffres et indicateurs clés

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, Février 2022, 16 p.

Ce panorama des industries présente les grandes tendances et opportunités de croissance du secteur ainsi que les politiques publiques destinées à l'accompagner dans son développement. Au 31 décembre 2019, sur l'ensemble des entreprises agroalimentaires, les industries agroalimentaires (IAA)

françaises employaient 436 547 équivalents temps plein au sein de 16 473 entreprises (unités légales).
<https://agriculture.gouv.fr/iaa-chiffres-et-indicateurs-cles>

Activité, emploi, formation dans l'industrie des matériaux en France - Février 2022

CERC, Février 2022, 18 p.

Ce document présente les données de cadrage suivantes : chiffres clés, dynamique de l'emploi, typologie des salariés, dispositifs de formation.

<http://www.cerc-actu.com/economie/>

Le Comité Stratégique de Filière "Mines et Métallurgie" annonce un plan Acier

Conseil national de l'industrie, Février 2022

La sidérurgie est une filière industrielle au cœur des enjeux d'autonomie stratégique et du défi climatique. Elle approvisionne des filières clés telles que l'automobile, l'aéronautique, la construction, les industries mécaniques et contribue au succès de la transition écologique de l'industrie française, en développant de nouveaux matériaux et de nouvelles solutions.

Le « Plan Acier » permettra de mettre en place des actions conjointes entre les industriels, les pouvoirs publics, et les organisations syndicales, et qui portent notamment sur le thème suivant :

- renforcer l'attractivité de la filière et les compétences, en accélérant la transformation numérique des entreprises, en favorisant l'alternance, et en renforçant les fonds pour la formation et le développement de compétences.

<https://www.conseil-national-industrie.gouv.fr/actualites/comites-strategiques-de-filiere/mines-et-metallurgie/csf-mines-et-metallurgie-annonce-plan-acier>

L'industrie à l'épreuve de la crise

La fabrique de l'industrie, Février 2022, 94 p.

Les entreprises industrielles n'ont pas été touchées de la même manière ni avec la même intensité par la crise. Ce document étudie comment les entreprises se sont adaptées dans l'urgence à ce nouvel environnement et les changements organisationnels qui en ont découlé.

<https://www.la-fabrique.fr/fr/publication/lindustrie-a-lepreuve-de-la-crise>

Les travailleurs sociaux : des professions féminisées, plus âgées, et exerçant souvent à temps partiel

DREES, Février 2022

En 2018, 520 000 intervenants à domicile, 400 000 assistants maternels, gardes à domicile ou assistants familiaux, 250 000 professionnels socio-éducatifs, 60 000 aides médico-psychologiques ainsi que 90 000 autres professions de l'action sociale exercent en France Métropolitaine. Ces salariés exercent des métiers variés, tous au service des populations fragilisées, dans un but de les protéger, les aider à s'émanciper, et accéder à l'autonomie.

Ils forment un total de 1,3 million de travailleurs sociaux en 2018, en hausse de 28 % par rapport à 2004. Ces évolutions globales recouvrent des réalités différentes selon les professions :

- les assistants maternels, gardes à domicile ou assistants familiaux connaissent ainsi une baisse continue de leurs effectifs depuis 2013 (- 12 % entre 2013 et 2018),

- tandis que le nombre de professionnels socio-éducatifs augmente de 18 % au cours de la même période.

<https://drees-site-v2.cegedim.cloud/communique-de-presse/les-travailleurs-sociaux-des-professions-feminisees-plus-agees-et-exercent>